



Face au déni de démocratie, amplifions la mobilisation : **Retrait du projet de loi Travail**

Depuis plus de 2 mois, des centaines de milliers voire des millions de salariés, de fonctionnaires, de privés d'emploi, de salariés précaires, de lycéens et d'étudiants, de retraités se sont mobilisés pour le retrait du projet de loi Valls El-Khomri et l'obtention de nouveaux droits.

Les mobilisations ont contraint le gouvernement à modifier son projet pour tenter d'en minimiser les impacts. Le compte n'y est toujours pas!

Les accords d'entreprise dérogatoires, l'inversion de la hiérarchie des normes, c'est la fin du code du travail et des conventions collectives garanties pour toutes et tous. L'étape de destruction suivante serait le statut de la Fonction Publique. **Ce projet El Khomri doit être retiré.**

Personnels de l'Education nationale avec tout le monde du travail et la jeunesse, nous devons être unis, parce que nous sommes toutes et tous concernés.

Flexibilité, précarité, licenciements, temps de travail allongé, 35h attaquées, dates de congés reportées, heures supplémentaires moins payées, inspection et médecine du travail affaiblies, indemnités prud'homales abaissées...

Plus de 70% de la population est pour le retrait. La décision brutale d'utiliser le 49.3 pour passer en force apparait alors comme un aveu de faiblesse du gouvernement.

⇒ On ne réduit pas le chômage en faisant travailler plus longtemps ceux qui travaillent déjà.

⇒ On ne crée pas d'emploi en facilitant les licenciements.

⇒ On ne lutte pas contre la précarité en diminuant les protections et les droits.

Rien pour la jeunesse et les salariés, tout pour le Medef

Plusieurs secteurs professionnels continuent de développer des actions, des grèves (cheminots, routiers, énergie, chimie, construction, aéroport...), autant d'éléments dynamiques dans la construction du rapport de force, nécessaire pour gagner. C'est maintenant qu'il faut renforcer et amplifier les mobilisations déjà engagées.

Gagner contre la loi travail, c'est ouvrir d'autres perspectives à nos revendications pour de vraies augmentations de salaire, contre l'autoritarisme de la réforme des collèges et sa mise en place à marche forcée, pour la réduction des effectifs d'élèves dans les classes, pour l'amélioration des conditions d'exercice de nos professions, pour l'école publique.

Nationalement la CGT, FO, SOLIDAIRES, FSU, UNEF, UNL, FIDL face à la gravité de la situation appellent à deux jours de grève nationale et interprofessionnelle.

Dans le Puy de Dôme

SNES, SNUIPP, FNECFP-FO, SUD Education, CGT Educ'action appellent à la grève mardi 17 et jeudi 19 mai.

Multiplions les réunions dans les écoles, services et établissement pour construire la mobilisation

**Manifestations unitaires mardi 17 et jeudi 19 mai
10H30 Place du 1^{er} mai à Clermont-Ferrand**